

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

D^{er} N°

N° 6277 V

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Mercier - Guérin

~~Garde~~ - ~~Alte~~ Prune et la 1^{re} voisine

Garde - ~~Guérin~~ mariée et un duplié

D'une c^{ie} de chemins de fer

Qui doit prouver la prime et la 1^{re} voisine

Références :

Observations :

S.

Paris, 3 Octobre 2
45 rue St-Lazare

S.J.

2677V

Monsieur,

Aff^e: MERCIER

En réponse à votre lettre du 28 Septembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné que M. GUERIN travaillait au moment de la naissance de son premier enfant, nous considérons que c'est à la Cie des chemins de fer secondaires dont il dépendait à cette époque ou à sa Caisse de Compensation, qu'incombe le paiement de la prime à la 1^{ère} naissance. Il n'en serait autrement que si M. GUERIN avait travaillé moins de 20 jours, au cours de la période de référence définie par la Circulaire du 15 Mars 1940. Cette période s'entend des 3 mois qui ont précédé le mois au cours duquel a été formulée la demande, si celle-ci est antérieure à la naissance, du mois au cours duquel s'est produit la naissance dans le cas contraire (Manuel Pratique des Allocations familiales - 1^{er} partie p. 59 - 2^e partie p. 386).

Il est à noter que la prime à la première naissance est payable en deux fractions égales : l'une, lors de la naissance, ou immédiatement après la demande, si celle-ci est faite après la naissance, l'autre, à l'expiration du 6^e mois qui suit la naissance, à condition que l'enfant soit encore vivant à cette date et à la charge de ses parents.

En l'espèce, la 2^e fraction est due depuis le 27 juin 1942. A cette date, M. GUERIN appartenait encore à la Cie des Chemins de fer secondaires.

Cette Compagnie serait d'ailleurs, dans tous les cas, débitrice de cette deuxième fraction, la prime étant due en totalité par l'employeur débiteur de la première fraction.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Monsieur PRUDHOMME
Greffier de la Justice de Paix
à MONTMIRAIL (Marne)

J. Hurry

naissance et payable en deux fractions égales ; l'une, celle de la naissance, en immédiatement après la demande, si celle-ci est faite après la naissance. L'autre, à l'expiration du ~~6~~ 6^e mois qui suit la naissance, si condition que l'enfant soit ^{légalement} vivant à cette date et si la charge de ce parent.

~~Etant donné~~ Sur l'opie, la 2^e fraction est due depuis ~~le~~ le 27 juin 1942. A cette date, M. Guérin appartenait encore à la Cie des ^{mines Alumineries} ~~chemins de fer secondaires~~ ~~de Tenouant et~~ ^{d'ailleurs, dans son bureau,} ~~supérieur~~, Cette Cie ^{est} ~~venait de~~ ~~bitrice de cette~~ cette deuxième fraction, la prime étant due en totalité pour l'employeur ~~par~~ ^{déjà} ~~de la~~ ^{de la} première fraction.

Rappeler très exactement dans la réponse
l'indication ci-dessous :

C. X. BUREAU

N°

Affaire

Paris, le 192.....

20, Rue de Rome (8^e arr^t)

Téléphone : Wagram 54-45

Adresse Télégraphique : FERETADIR-CONTENTIEUX-PARIS

Affaire

Accident du Travail - Loi du 9 avril 1898

AVIS DE DECISION

Par décision du
Monsieur le Direc-
teur Général a alloué à chacun des époux
père et mère de M.
en raison de l'accident mortel dont cet agent a été victime
en service le

une rente annuelle et viagère de
ramené à
égale à 10 % d'un salaire de base de
par application de la loi du 5 août 1920.

Lesdites rentes payables par trimestre échu les 1^{er}
janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre de chaque année
a partir du le lendemain du décès de M

La dépense nécessaire au paiement des arrérages sera im-
putée au compte "Réserve pour engagements envers les victimes
d'accidents du travail".

Pour application transmise à M. le Chef du Service de
la Comptabilité Générale.

Montmirail le 28 septembre 1942.

24, rue de Châlons.



Monsieur le Chef du Contentieux
des Grands Réseaux Français.

45, rue Saint Lazare.

PARIS 29°.



Monsieur le Chef du Contentieux,

Madame Yvette MERCIER, garde barrière à la
Pierre-aux-Moines, commune de Bergères-sous-Montmirail
épouse de Monsieur Lucien GUERIN, m'a chargé de vous
exposer ce qui suit:

Elle est accouchée d'un enfant prénommé
Lucien-Abel, à Bergères, le 27 décembre 1941.

Son mari, qui travaillait à l'époque en
qualité d'employé auxiliaire à la Compagnie des
chemins de fer secondaires dont le siège est à Pro-
vins, avait formé une demande de prime à la natalité
à la suite de la naissance de son 1^{er} enfant.

M. GUERIN ayant trouvé un emploi plus rému-
nérateur a quitté cette Compagnie le 1^{er} juillet 1942
et de ce fait celle-ci s'est refusée à servir d'in-
termédiaire auprès de la Caisse de compensation, ce
qui empêche M. GUERIN de toucher la prime à la 1^{re}
naissance.

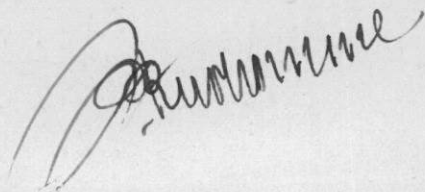
Sur une demande de Madame GUERIN-MERCIER
à Monsieur le Préfet de la Marne, il lui a été répon-
du qu'elle devrait s'adresser à la Compagnie des
chemins de fer français pour obtenir satisfaction.

Voulez-vous bien me faire connaître si Madame GUERIN-MERCIER peut vous envoyer sa demande de prime à la 1^{re} naissance qui doit être accompagnée, je crois, d'un bulletin de naissance, d'un certificat de l'enfant, d'une déclaration attestant que celui-ci est à la charge de ses parents et d'une attestation médicale de maternité.

Je ne sais si vous êtes compétent pour me répondre, sinon je vous demanderai de transmettre ma correspondance au bureau qui est chargé de cette question.

Je vous remercie à l'avance.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du contentieux l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'P. Guerin-Mercier', written in a cursive style.



Monsieur PRUDHOMME.

Greffier de Paix.

MONTMIRAIL (Marne).